

Comment le régime démocratique peut améliorer l'efficacité économique ?



Résumé :

- Il ne suffit pas d'assimiler la démocratie à la simple instauration d'institutions démocratiques et à la pratique du vote, il faut davantage la concevoir en termes de « raisonnement public ».
- Les régimes non démocratiques se focaliseraient davantage sur le maintien d'un rythme de croissance soutenue au détriment d'autres politiques structurelles, susceptibles de favoriser le développement.
- Dans un modèle démocratique, l'exécutif peut être amené à ne pas prendre les décisions économiquement optimales sous l'influence de l'opinion publique ou de groupes de pression.

Mots clés : Croissance économique, démocratie, développement, Sen, Acemoglu, redistribution, dépenses publiques, biens publics, capital humain, éducation, Public Choice, Kurzman, processus de rattrapage.

La démocratie peut se définir comme un système politique dans lequel la souveraineté émane du peuple. Cependant, il ne suffit pas d'assimiler la démocratie à la simple instauration d'institutions démocratiques et à la pratique du vote, il faut davantage la concevoir en termes de « raisonnement public ». Par ce terme, on entend le droit qu'acquiert un individu pour s'exprimer et débattre publiquement, à toutes les échelles de la société. La liberté de la presse est également une composante essentielle d'une démocratie. Elle permet en effet un accès pour tous à l'information, une liberté d'expression et d'opposition.

Le rôle de l'éducation dans le processus de démocratisation d'un pays apparaît également essentiel. L'éducation contribue au capital humain du pays, ce qui permet un raisonnement public sur le bien-fondé d'une démocratie, et est également vecteur de croissance économique à travers le capital humain et la capacité à innover et entreprendre. Il semblerait qu'un pays plus éduqué soit davantage démocratique.

Cependant, la relation entre éducation et démocratie n'apparaît pas si évidente. Durant la guerre froide, malgré une population éduquée dans l'ex-URSS, ce bloc de pays n'est pas devenu une démocratie – du moins jusqu'à la chute de l'URSS (bien que ce point soit encore sujet à débats). Il semblerait donc que l'éducation soit tout à fait importante dans une démocratie, mais elle ne constituerait pas le facteur capital à l'avènement d'un régime démocratique. L'exemple du Botswana¹ est tout à fait parlant. Acemoglu écrit², « la principale barrière à la démocratie n'est pas le faible niveau d'éducation mais les inégalités sociales et économiques qui créent des conflits ».

Comment mesurer la démocratie ?

La principale mesure de la démocratie est l'indicateur de Gastil (1982) publié par Freedom House. Cet indicateur mesure les droits politiques et les libertés publiques. Il peut être compris entre 1 – le pays est une démocratie totale –, à 7 – le pays est un régime autocratique instaurant une sévère répression sur la population.

L'organisation democracyrating.org mesure la qualité de la démocratie des pays ayant un régime démocratique. Chaque année, elle établit un classement selon un indicateur de démocratie. Selon l'organisation, la Norvège arrive en tête, suivis de la Suisse et de la Suède ; la France se classe 15^{ème}. Parmi les 30 pays les plus démocratiques du monde selon democracyrating.org, 26 sont membres de l'OCDE.

1 En octobre 2014, le président sortant, Khama, a été réélu démocratiquement. Le parti d'opposition a obtenu près d'un tiers des sièges au parlement. De plus, selon Transparency international, le Botswana se classe au 31^{ème} rang des pays les moins corrompus du monde.

2 The Wall Street Journal, « Is democracy the best setting for strong economic growth ? », 13 mars 2007.

Le lien entre démocratie et croissance économique

Ces dernières années, plusieurs pays (notamment en Asie) ont su maintenir un rythme de croissance économique élevé sans pour autant être considérés comme des démocraties. Les régimes non démocratiques (que l'on peut qualifier d'autoritaire ou de semi-autoritaire) se focaliseraient davantage sur le maintien d'un rythme de croissance soutenue au détriment d'autres politiques structurelles, qui favoriseraient le développement, afin d'éviter le mécontentement populaire et ainsi assurer la stabilité du régime. Le cas de la Chine est particulièrement intéressant et régulièrement cité en exemple. Le gouvernement chinois réussit à maintenir un parti unique (le Parti Communiste Chinois) non seulement par les limitations qu'il exerce sur les libertés, mais également par une croissance économique soutenue depuis plusieurs années. Ainsi, le salaire moyen en Chine a progressé de plus de 18% en 2011 et de plus de 17% en 2012 selon les données du Bureau National des Statistiques. Sur la période 2011-2015, le salaire minimum devrait augmenter de 13% par an en moyenne si l'on se réfère au dernier plan quinquennal. Le gouvernement base son modèle du parti unique sur une augmentation continue des salaires de la population. Un moindre accroissement de l'activité pourrait entraîner une augmentation des tensions sociales, déstabilisant le pouvoir en place. Ceci peut également se vérifier dans une démocratie où les citoyens pourraient réélire le parti politique en place si le pays enregistre une croissance économique soutenue (récemment observé au Royaume-Uni malgré une augmentation significative des inégalités).

A contrario, dans un modèle démocratique, l'exécutif peut être amené à ne pas prendre les décisions économiquement optimales sous l'influence de l'opinion publique ou de groupes de pression. La théorie des cycles politico-économiques nous enseigne que les élus maximisent leur probabilité d'être réélus en poursuivant des intérêts privés. Cette théorie de l'école du choix public montre que les élus ont tendances à augmenter certaines dépenses publiques (aides au logement, chômage, etc.) ou certaines recettes (en diminuant les impôts pour les ménages modestes par exemple) en vue d'une élection future dans le but de favoriser leur réélection.

Plusieurs auteurs (nous pouvons citer Acemoglu et Sen) considèrent que la démocratie favoriserait la croissance économique grâce au système redistributif permettant la fourniture de biens publics et le développement d'un système éducatif pour tous. Ainsi, la croissance économique entraînerait une augmentation des recettes publiques pour le gouvernement ce qui devrait engendrer une redistribution accrue envers les plus défavorisés. La redistribution permet, en théorie, de corriger en partie certaines inégalités (de revenu, entre régions, etc.). Après redistribution, les ménages aisés auront un revenu primaire inférieur à leur revenu disponible, et réciproquement pour les ménages modestes. Un régime démocratique aura donc davantage tendance à redistribuer aux individus et aux régions plus modestes afin d'assurer une certaine homogénéisation de la société tout en assurant une société plus juste et équitable. A contrario, on peut penser qu'un régime autoritaire aura tendance à s'accaparer les richesses produites, plutôt qu'à les redistribuer.

Les effets positifs d'un système démocratique sur la croissance économique

La relation entre la démocratisation d'un pays et la croissance économique a été testée empiriquement, et est toujours sujette à débats. Kurzman (2002)³ étudie 106 pays sur la période 1951-1980. Il conclut qu'un régime démocratique n'entrave pas significativement la croissance économique, et sous de nombreuses circonstances la stimule légèrement (notamment à travers l'investissement et les dépenses publiques). Plus récemment, Acemoglu et al (2014)⁴ observent 164 pays entre 1960 et 2010 et montrent que le passage d'un système non démocratique à un système démocratique engendrerait une augmentation du PIB de 20% par habitant sur les trente années qui suivent. Toutefois, la démocratisation est précédée par une temporaire chute du PIB. L'augmentation de 20% estimée par Acemoglu et al. peut donc sembler émaner de l'avènement de la démocratie, mais également d'un processus de rattrapage de l'économie suite à la chute du PIB qui précède la transition démocratique (situation d'instabilité et de tensions sociales engendrant une dégradation de l'activité économique).

Acemoglu et al. constatent également que la démocratisation d'un pays se transmet aux pays limitrophes, voire de la même région. Les démocratisations tendent à survenir par vagues régionales, tout comme l'instauration des dictatures.

Les effets négatifs d'un système démocratique sur la croissance économique

A l'inverse des deux études citées précédemment, R. Barro (1996)⁵ observe 100 pays entre 1960 et 1990 et montre que la démocratie a un faible effet négatif sur la croissance économique, à l'inverse de l'étude d'Acemoglu et al (2014). Barro estime que les pays occidentaux devraient aider les pays non démocratiques en exportant leur système économique, notamment les droits de propriété, le libre marché et le capital humain, plutôt que leur système politique. Selon lui, le développement économique passe par la libéralisation du marché, ce qui amorcera le processus démocratique dans le pays et non l'inverse, c'est-à-dire en premier lieu la mise en place d'un régime démocratique qui favorisera la croissance économique. Barro conclut que davantage de démocratie n'entraînerait pas nécessairement un surplus de croissance mais pourrait avoir un faible effet positif dans un pays peu démocratique.

3 C. Kurzman et al (2002), « Democracy's effect on economic growth : a pooled time-series analysis, 1951-1980 », *Studies in comparative international development*, Vol. 37, N°1, pp 3-33.

4 D. Acemoglu, S. Naidu, J. A. Robinson, P. Restrepo (19 May 2014), « Democracy does cause growth », NBER working paper n°20004

5 R. Barro (1996), « Democracy and growth », *Journal of economic growth*, vol.1, n°1.

Conclusion

En se basant sur la dernière étude traitant du lien entre démocratie et croissance économique (à notre connaissance), la mise en place d'un régime démocratique aurait donc un effet positif sur la croissance économique.

Cependant, la croissance économique n'est pas une condition suffisante à la réduction du risque pays. La démocratie (institutions indépendantes et stables) et le développement économique - et non seulement la croissance économique – (à travers la mise en place d'infrastructures, d'un système de santé, etc.) semblent être les deux principales composantes à la réduction du risque pays. Cette question pourrait faire l'objet d'une prochaine publication.

Edouard Durand